

Rencontre-Débat

Compétitivité et stratégie de
développement de notre
territoire, quels outils mettre
en œuvre ?

16 juin 2011 - Vendenheim

EVALUATION

DISCOURS DE PIERRE VELTZ

WWW.SCOTERS.ORG

SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE DE LA REGION DE STRASBOURG



Le Syndicat mixte pour le SCOTERS a organisé, le 16 juin dernier, une rencontre-débat sur la compétitivité et la stratégie de développement de notre territoire.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du travail d'évaluation du SCOTERS, qui s'est engagé en début d'année. Après les rencontres territoriales et intercommunales, menées par le Syndicat mixte, ce nouveau temps d'échange a permis de changer d'échelle de réflexion, en s'interrogeant sur la place du territoire du SCOTERS à l'échelle mondiale et européenne.

L'objectif de cette soirée était de questionner l'ambition de développement de ce territoire et de mesurer les enjeux et les impacts de ces choix à notre échelle.

A cette occasion, Pierre VELTZ, actuellement délégué ministériel au cluster de Saclay, a introduit la soirée. Il a proposé une analyse des phénomènes de mondialisation et de métropolisation aujourd'hui à l'œuvre, ainsi que du nouveau contour et rôle des métropoles dans ce contexte.

Merci beaucoup. Bonsoir à toutes et à tous. C'est un exercice assez difficile que vous me proposez, parce qu'au fond, je vais simplement essayer de vous faire partager un certain nombre d'idées. Je n'aurai pas la prétention, ni de vous donner des conseils, ni de parler de Strasbourg, que je connais un peu, puisque mes racines sont ici et j'y tiens beaucoup. Je ne résiste jamais à une invitation à Strasbourg. Mais prenez ce que je vais vous dire simplement pour un certain nombre de réflexions générales dont vous pourriez peut-être faire votre fruit.

Je commencerai par quelques réflexions sur cette notion de métropole. Je rebondirai sur ce que vous disiez à l'instant Monsieur le Président. En effet, c'est un terme très polysémique, on ne sait pas trop, tout le monde parle de métropole aujourd'hui. D'ailleurs, il y a des métropoles partout. Tout bourg un peu important se veut métropolitain. Qu'est qu'il y a derrière cela ? Oublions peut-être un peu la question des définitions, et voyons les phénomènes de fond.

Je pense quand même qu'il y a quelque chose de très fort qui est en train de se passer, c'est que l'on redécouvre que les villes, on va dire les grandes villes, sont véritablement le moteur du développement économique et aussi du développement social. Le grand historien français Fernand BRAUDEL avait opposé ce qu'il appelle les économies territoriales, c'est à dire les économies à base territoriale, avec les économies urbaines. D'un côté les économies de type étatique au fond, où l'Etat puissance publique, de manière générale, construit un grand territoire homogène : c'est le cas de la France, c'est le cas de l'Espagne. Et puis des économies qui fonctionnent sur des villes en réseaux, les unes avec les autres. Typiquement c'était longtemps le cas de l'Italie, ça été le cas de la Flandre, de toutes ces villes en réseaux.

Et que s'est-il passé ? Il s'est passé que ces deux modèles ont coexisté et qu'entre les deux coureurs, la ville et l'Etat comme dit BRAUDEL, l'Etat a gagné, au moins dans un premier temps. L'Etat a gagné, l'Etat a absorbé les villes, l'Etat nation s'est imposé un peu comme le cadre de référence fondamental. Je crois qu'aujourd'hui, ce à quoi on assiste, mais pas seulement en France, mais à l'échelle mondiale, c'est un retour des économies urbaines en réseaux. On est dans un monde plus « Braudélien » que traditionnel, de ce point de vue là. Et on le voit très bien, si on décrit l'économie mondiale, on peut la décrire de deux façons. On peut prendre les définitions de l'ONU, une mosaïque d'Etats nations. Je voudrais dire au passage, que des Etats nations dans le monde, il n'y en a quand même pas beaucoup, enfin des Etats nations véritablement structurés. Et puis on a des relations internationales entre ces Etats, ce que l'on appelle l'économie internationale. Mais la réalité du monde est peut-être assez différente. La réalité du monde, c'est de plus en plus une économie globale, et une économie globale qui est fondée sur des métropoles, des villes en réseaux les unes avec les autres et souvent en enjambant, voir en oubliant ou en *bypassant* des structures étatiques constituées. Alors je ne suis pas en train de vous dire que l'Etat s'est fini. Enfin l'Etat, je ne parle pas de l'institution Etat. La configuration d'une économie nationale reste bien sûr très importante. Bien sûr les Etats restent des acteurs majeurs. Mais on voit très bien aujourd'hui que la dynamique du monde est tirée par un certain nombre de grandes régions métropolitaines. Les chiffres sont absolument spectaculaires ! Si on prend les dix premières grandes régions métropolitaines, mais cette fois-ci à très grande échelle : par exemple la région de Tokyo, la région d'Osaka, le corridor Boston/New-York/Philadelphie... ces très grandes régions métropolitaines, qui ont d'ailleurs toujours structuré le développement, enfin pas seulement aux Etats-Unis, mais en Chine depuis très longtemps aussi, elles concentrent à peu près 6 à 7% de la population du monde, mais elles font 40 à 50% de la production du monde. Et elles concentrent - et ça c'est encore plus spectaculaire ou plus inquiétant si on veut, par certains aspects, parce que cela pose la question de ce que devient le reste - 80% de la technologie mondiale. Et même si on va dans la haute technologie, on voit que l'on a un

phénomène de polarisation encore plus affirmé, avec des logiques de concentration croissante des grands pôles de technologie. Le capital-risque au niveau mondial, les 2/3 sont sur quelques pôles : San Diégo, la Silicon Valley, l'est des Etats-Unis, puis il faudrait rajouter Israël qui est un pôle très important.

Alors ça c'est la réalité du monde. Et donc que l'on aime, ou que l'on n'aime pas, il faut être capable de s'inscrire dans cette réalité du monde. Alors elle est paradoxale parce que bien sûr, avec les outils de communication dont on dispose aujourd'hui, on a tous éteint nos portables tout à l'heure, beaucoup ont éteint aussi des Smartphones, on est dans une communication permanente, on a une fluidité aujourd'hui, y compris aussi des déplacements physiques, regardez la révolution TGV etc. Tout cela fait qu'on est dans un monde où, théoriquement, on pourrait se dire, qu'au fond, la localisation importe peu. Et d'ailleurs, certaines personnes vous disent que les villes c'est fini, que tout le monde va travailler chez soi à la campagne etc. Et on constate que c'est exactement le contraire qui se passe. Déjà quand l'énergie électrique a commencé à monter en puissance, c'est le cas de le dire, un certain nombre de bons esprits, et pas des moindres, comme Henry FORD par exemple, pensait qu'il en était fini des villes puisque l'énergie étant disponible partout. On allait enfin pouvoir mettre les usines à la campagne, ce qui était quand même le rêve de beaucoup d'industriels, car comme chacun le sait, les campagnes sont plus tranquilles que les villes, notamment pour les ouvriers... Et puis on constate que ce n'est pas ce qui s'est réellement passé. D'ailleurs, le même Henry FORD a fait une concentration absolument gigantesque à Détroit et on a eu une polarisation, une spécialisation extrêmement forte. Donc ça c'est un premier point.

Alors pourquoi ? C'est un sujet qu'on pourrait développer, mais je ne vais pas vous faire une conférence académique ce soir, ce n'est pas l'objet. Mais quand même, réfléchissons une seconde à ça. **Pourquoi les villes sont-elles aujourd'hui aussi importantes, aussi puissantes dans cette société de la communication généralisée ?** Et bien parce qu'elles continuent à produire, les villes et les territoires d'ailleurs, continuent à produire des choses que l'on n'arrive pas vraiment à produire à travers nos outils de communication. C'est mon regretté ami François ASCHER, qui disait souvent que, plus tout est télé-communicable, plus ce qui n'est pas télé-communicable acquiert de la valeur. C'est-à-dire que moi, ma prospective, est que même avec des outils très sophistiqués de télécommunication - et on a quand même maintenant des outils beaucoup plus sophistiqués, on peut faire des visioconférences etc. - cela va changer le fonctionnement des entreprises, mais je pense que le contact entre les humains va rester quelque chose de fondamental, pas seulement parce qu'il permet la communication complexe etc. mais aussi parce que c'est un opérateur de confiance et qu'il n'y a pas d'économie qui fonctionne sans qu'il y ait de confiance entre les personnes. La confiance est un élément tout à fait fondamental du développement économique parce que cela réduit les incertitudes. Et vous voyez bien d'ailleurs aussi, que ce qui se passe dans les réseaux économiques mondiaux, en général, ce ne sont pas des réseaux simplement professionnels, ce sont des réseaux dans lesquels on est arrivé à construire de la confiance, ce qui permet ensuite de faire du déploiement.

Et donc, nos villes ne sont plus simplement des éléments posés là une fois pour toute, dans une hiérarchie urbaine, comme on l'a appris dans nos cours de géographie, avec une hiérarchie bien fixée : la capitale, enfin les grandes villes etc. En France en particulier, on a une vision très hiérarchisée du territoire, en poupées russes... Et bien aujourd'hui cela ne fonctionne plus vraiment comme cela, parce que les flux en tous genres subvertissent ce bel ordonnancement. Et surtout, aujourd'hui, les villes ne sont plus simplement les éléments d'une hiérarchie urbaine donnée, plus ou moins efficace, ce sont des acteurs dans un système de flux et un système de flux qui est devenu aujourd'hui un système ouvert. Nos problématiques d'aménagement du territoire en France ont été de dire, nous avons Paris et des métropoles d'équilibre, et il faut que ces métropoles d'équilibre fassent équilibre à Paris.

Je pense que l'on est en train de sortir de cela complètement, enfin j'espère, pour deux raisons. La première, c'est que je pense que ce n'est plus équilibrer Paris, c'est maintenant trouver des formes nouvelles de coopération à l'intérieur de ce tissu. Et puis parce que je pense que les villes aujourd'hui ont la capacité, y compris des villes de taille relativement moyenne, je vais y revenir, de jouer un peu leurs propres cartes. Cela ne veut pas dire tirer un trait sur tous les liens traditionnels avec l'Etat, etc. Mais voilà, on est dans ce jeu ouvert et la question est évidemment de savoir comment dans ce monde très très ouvert, et extrêmement concurrentiel, et concurrentiel à une échelle de plus en plus vaste, totalement internationale, comment on arrive à tirer son épingle du jeu, parce que c'est quand même cela, qui va faire la prospérité des habitants, d'une certaine façon, c'est quand même notre but à tous.

Alors je reviendrai sur cette question du comment développer. **Mais auparavant, je voudrais dire quelques mots d'abord sur comment se présentent aujourd'hui ces nouveaux tissus métropolitains et plus particulièrement dans le cas de l'Europe**, parce que bien entendu, on ne va pas vous parler des villes asiatiques ou des villes latinos américaines, qui ont des morphologies complètement différentes.

Il me semble aujourd'hui qu'il y a quatre points importants dans ces morphologies.

Le premier, c'est que l'on voit bien que l'opposition rural/urbain est en train de s'effacer, ou en tout cas de changer de sens.

Il y a assez longtemps, je me souviens, on avait constaté que les types d'occupations qu'on a par exemple dans l'espace rural sont à peu près les mêmes que ceux que l'on a dans l'espace urbain, que les agriculteurs sont minoritaires dans l'espace rural, chacun le sait depuis très très longtemps, même s'ils continuent de jouer évidemment un rôle très très important. Les ouvriers aujourd'hui sont principalement dans le monde rural en France, ça c'est très spectaculaire. Les ouvriers sont essentiellement dans les communes rurales, c'est d'ailleurs vrai en Alsace je crois, depuis assez longtemps. Et puis on voit, qu'aujourd'hui, le niveau de service que l'on a dans les communes rurales est de plus en plus proche de celui des espaces urbains. Alors même si je sais bien qu'on peut parler du déclin de certains services publics dans certaines régions, enfin pas trop chez vous je pense, ou chez nous, car je suis d'ici, mais quand même, il y a des choses assez spectaculaires.

L'INSEE, par exemple, a produit des études sur l'accès à un certain nombre de services traditionnellement plutôt considérés comme urbains, comme les agences de voyages, ou les instituts de soin de beauté, des choses comme ça. C'est très spectaculaire, car on voit que sur l'ensemble de la France, si on compte le pourcentage de la population qui est dans un rayon de 5km autour de l'un de ces services, il y en a presque autant dans le monde rural, que dans le monde urbain.

Et puis comme vous le savez je pense, c'est au moment où l'on a le plus parlé de désertification rurale, qu'il y a eu un retournement démographique totalement spectaculaire, qui fait, qu'à part un certain nombre de zones, mais en nombre limité aujourd'hui, tout le rural est en croissance, dans toute la France. Un cycle séculaire qui s'est renversé, avec ce que l'on ne peut même plus appeler de la périurbanisation, parce que c'est parfois tellement loin des villes, que c'est une autre forme d'habiter ce territoire. Alors en volume, cela ne fait pas forcément énormément de gens, car cela reste des densités faibles. Mais si vous mettez en rouge sur une carte, ce qui est en croissance, et en bleu ce qui est en décroissance - la carte française qui était très contrastée, où vous aviez des zones, encore dans les années 80/90 très rouges, qui étaient les villes qui attiraient, des zones très bleues, qui étaient ce que l'on

appelait la diagonale du vide, à l'époque à la DATAR on employait des mots charmants comme cela pour ceux qui y habitent - aujourd'hui, presque tout est en rouge ou en orange, à part quelques régions un peu interstitielles.

Et l'on voit bien, enfin moi j'ai été très frappé dans les discussions du grand Paris, de voir à quel point la question des espaces ruraux, intégrés aujourd'hui dans la métropole, devient une question majeure, y compris d'ailleurs celle des espaces agricoles. On est face à une nouvelle problématique, d'une agriculture qui devient une activité à part entière de la ville, pas seulement sous la forme classique du maraîchage etc. Enfin en ce qui me concerne, sur le Plateau de Saclay, on a un processus de sanctuarisation de 2300 hectares, ce qui n'est quand même pas rien, de terres céréalières, on est à 15km de Notre Dame ! La durabilité de cela, il faudra voir, mais c'est quand même une problématique très nouvelle.

Donc urbain/rural... ? Ce qui fait dire à certain, peut être de manière un peu trop provocatrice, qu'il n'y a plus de rural, que c'est l'urbain généralisé. Jacques LEVIS, géographe bien connu, avait fait une étude où il trouvait qu'il n'y avait plus que 3% des gens qui étaient dans le rural. Je crois qu'il exagère un peu, mais on est quand même là dans une problématique vraiment nouvelle.

Deuxième caractéristique, majeure évidemment, c'est la multipolarité. Et la multipolarité souvent, parfois hiérarchisée, parfois assez horizontale. On voit bien qu'aujourd'hui, ce qui fait métropole, ce qui fait ville, c'est justement des ensembles, parce qu'au fond, c'est ce qui correspond aux bassins de vie des gens, aux bassins d'emplois, à la façon dont les gens vivent. Les gens vivent aujourd'hui dans des espaces multipolaires, vous le savez tous. On va faire ses courses à un endroit, on va à la maternité ou à l'hôpital ailleurs, et cela sur un espace qui n'est plus l'espace urbain traditionnel, qui est devenu un espace multipolaire. Je crois qu'il y a une problématique intéressante qui a été posée tout à l'heure. Il me semble que dans ces espaces multipolaires, il est important qu'il y ait un pôle qui soit fort, enfin il me semble que c'est important qu'il y ait un pôle qui puisse tirer le reste. Et donc en allant trop haut vers une diffusion on prend un risque. Et de ce point de vue là, je ne connais pas suffisamment ce territoire pour avoir un avis vraiment sur le sujet, mais de ce que j'ai vu sur le rapport entre la part de Strasbourg et de la CUS dans l'ensemble du territoire, cela m'a un petit peu interpellé.

Troisième évidence de ces morphologies métropolitaines aujourd'hui, c'est la mobilité. Alors c'est évidemment un sujet très discuté, parce que la mobilité, comme on le sait, je crois qu'on a eu des exemples ce soir, c'est générateur de stress, de CO2, de tas de choses que l'on aimerait bien éviter. Mais néanmoins, moi je pense que la mobilité va continuer sinon à augmenter, du moins à rester un élément essentiel de nos vies tout simplement. Pourquoi ?

Alors d'abord parce que je pense que c'est une valeur aujourd'hui la mobilité. Qu'on aime ou non. Enfin, y a des gens qui vous expliquent qu'il faut rester, qu'il ne faut pas bouger, autant élever des barrages contre le pacifique comme disait je ne sais plus quel écrivain... Marguerite DURAS... oui, merci. Bon la mobilité, c'est la modernité et on peut avoir des formes de mobilités durables, mais on ne reviendra pas en arrière à mon avis sur la mobilité. On peut revenir en arrière sur certaines formes de mobilité.

Et il y a une deuxième raison, c'est que la métropole, c'est quoi pour les gens ? Pourquoi les gens veulent vivre dans ce genre de tissu, plutôt qu'ailleurs, y compris parfois en étant à la campagne au sein de la métropole ? C'est pour avoir une variété de la métropole, c'est quand même la diversité, c'est la diversité des offres, c'est la diversité des services auxquels on accède. La vie traditionnelle, il n'y a pas tellement longtemps dans nos petits bourgs etc. c'est que l'on avait une diversité limitée, et je ne parle pas seulement de l'offre culturelle, mais de toutes les offres. La métropole, c'est l'accès à la diversité des offres et l'accès à la diversité des offres, cela passe avant tout par la

mobilité. Et donc les gens qui rêvent aujourd'hui en disant, on pourrait avoir des métropoles, mais dans lesquelles chacun serait dans son village et ne bougerait pas, ce n'est plus une métropole. Et d'ailleurs, il y a aussi des études économétriques très précises, qui montrent que, au fond, il y a une corrélation très forte entre le dynamisme, en terme de croissance et aussi de revenu d'ailleurs, des villes, et ce que l'on peut appeler d'un terme un peu barbare « la taille effective du marché du travail ». La taille effective du marché du travail c'est quoi ? C'est le nombre de jobs auxquels vous pouvez avoir accès par exemple en 1h ou en 2h. Plus c'est grand en fait, plus cela crée du dynamisme, plus cela permet aux gens d'avoir du choix, plus cela permet aux ménages de trouver du job, plus cela permet aux enfants de trouver des écoles. Voilà l'essence même de la métropole. Donc la métropole immobile, moi je n'y crois pas.

Après on pourrait, mais je ne vais pas le faire, car cela m'entraînerait à être trop long, mais on pourrait y revenir dans la discussion, ouvrir cette fameuse discussion sur l'étalement urbain. En deux mots, je suis frappé de voir que chez nos voisins, en particulier allemands, je vais à Berlin par exemple, ce n'est pas un sujet. Berlin est une ville très étalée, alors pourquoi ? Je voudrais dire deux choses.

Premièrement, tout dépend du type d'étalement urbain auquel on a à faire. Si on a un étalement urbain qui est le long de l'axe de transport en commun, avec des pôles relativement denses, il n'y a pas vraiment de souci. Par contre, si on a un étalement urbain à la parisienne, à la francilienne plus exactement, où chaque petit bourg de Seine et Marne, ou petit village de Seine et Marne, a fait son lotissement donc a ouvert un peu le marché du logement, puis après l'a très vite refermé, parce que le maire a compris qu'il y avait besoin d'écoles etc. Puis les gens ont été un cran plus loin... Alors là on se retrouve avec des gens qui ont besoin effectivement d'avoir deux voitures, de circuler sans arrêt, et cela fait des trajets quotidiens infernaux et des dépenses en transport énormes, et qui vont exploser le jour où le prix du pétrole va vraiment monter. Donc là on a une forme d'étalement urbain qui est catastrophique. Mais l'étalement urbain en soi, si il est maîtrisé et si il est organisé intelligemment, ce n'est pas forcément le mal absolu que l'on se plaît parfois à raconter. Si il est fait autour de noyaux denses et de systèmes de transport adaptés.

Et puis deuxièmement, n'oublions pas que pour les déplacements, il faut regarder la totalité des déplacements que font les gens. Jean-Pierre ORFEUILLE, qui est sans doute notre meilleur spécialiste des mobilités en France, a fait une étude assez ravageuse sur l'Île-de-France, où l'on voit effectivement que l'habitant de grande couronne émet quatre fois plus de gaz à effet de serre que le parisien intramuros, qui a la chance de faire du vélo et d'aller à son boulot en suivant les belles pistes cyclables et en utilisant vélib', très bien. Et donc haro sur l'habitant de grande couronne ! Sauf que si on fait la moyenne, non plus sur les jours ouvrables de la semaine, mais sur la semaine entière et l'année, on s'aperçoit d'une chose très simple, et au fond assez logique, c'est que la contribution énergie/gaz à effet de serre des gens est à peu près proportionnelle à leurs revenus. C'est à dire que, ce que le parisien à vélo économise pendant la semaine, se rattrape largement le week-end, ou pendant les vacances, en allant dépenser son argent au Baléares ou aux Caraïbes et puis en se déplaçant beaucoup en avion.

Donc je ferme cette parenthèse car elle m'entraînerait trop loin, mais pour dire que quelque fois, moi j'ai une thèse très provocante et très simple là dessus, qui est de dire que l'étalement urbain n'est pas un problème écologique, c'est un problème social. C'est un problème social parce que, et en particulier encore une fois, dans un scénario d'augmentation du coût de l'énergie, cela va poser des problèmes évidemment aux moins riches. C'est très frappant aussi de voir que l'on a fait des cartes sur les lieux d'habitation des cadres et des non cadres des entreprises dans mon secteur de Saclay, où je travaille, donc des grandes entreprises et c'est très frappant ! Les cadres habitent en gros sur les lignes de RER, parce que c'est commode et plus cher, et ce sont les non cadres qui habitent ailleurs. Donc ce sont eux qui se tapent la voiture !

Quatrième caractéristique, il existe une vraie logique de fragmentation sociale et culturelle à l'œuvre dans toutes nos villes aujourd'hui. Ce n'est pas simplement la ségrégation classique, les riches d'un côté, les pauvres de l'autre. Mais une vraie logique, qu'Eric CHARLES appelait la « clubbisation », le mot n'est pas très heureux, mais... Pourquoi ? Parce que dans une société où les gens sont un peu plus riches, ont un peu plus de moyens, une des premières choses qu'ils font, c'est choisir leurs voisins. Avoir des ressources, cela permet de choisir ses voisins. Et comme on aime bien choisir ses voisins, une fois qu'on a choisi ses voisins, on ferme le cercle et on a tendance à fermer le cercle. Et donc de mon point de vue là aussi, une des faces sombres de cette logique un peu d'étalement mal maîtrisé, à coup de un lotissement par si, un lotissement par là, c'est d'aller vers une logique ou de renforcer une logique de l'entre soi, de réduire l'accès à un certain nombre de territoires. Et donc on a ce paradoxe que les grandes villes, qui en principe devraient permettre une expérience de la diversité sociale plus grande que les petites villes, et bien ce n'est pas sûr qu'elle le permette effectivement, car c'est potentiellement plus grand, mais en réalité c'est souvent plus limité. Moi, enfin je ne veux pas personnaliser, mais j'ai été élevé dans une petite ville où j'ai encore des copains qui sont devenus charcutier, garagiste etc. Et c'était l'expérience de la diversité sociale que mes enfants n'ont pas eue, car je les ai amenés vivre dans des endroits très agréables, comme le cinquième arrondissement de Paris, où effectivement je rencontre des collègues économistes, marcher rue Mouffetard le matin. Donc c'est très bien, mais l'expérience de la diversité sociale on l'a complètement perdue.

Alors maintenant que j'ai fait un peu un tableau de la situation, au fond, la question à laquelle j'arrive est la suivante : quelles sont, dans ce jeu ouvert, dans ce système que personne ne maîtrise vraiment, quelles sont les conditions du développement ? Alors on parle beaucoup, on parle énormément des questions de gouvernance, d'institution, de périmètres des institutions, de faut-il que ce soit plus grand, plus petit ? Intercommunalité pas intercommunalité ? Compétences des uns et des autres ? C'est évidemment très important, je ne vais pas trop aborder ce sujet là, parce que je pense que d'abord je n'ai pas grand chose à vous dire la dessus, enfin je l'aborderai un peu quand même, mais au fond ce n'est pas forcément le sujet principal.

Le sujet principal c'est est-ce qu'il y a un projet ou est-ce qu'il n'y a pas de projet ? C'est à dire, c'est les contenus quoi. Et une ville qui réussisse, moi je ne connais pas de contre exemple, c'est une ville où il y a la fois de l'ambition, parfois il faut même être un peu mégalomane, c'est toujours les mégalomanes qui gagnent dans la vie, c'est comme ça. Les mégalomanes et les paranos, ce sont les deux races gagnantes. Il faut de l'ambition, il faut du projet, et le projet c'est quelque chose qui se partage, qui se construit collectivement, ça ne peut pas être simplement le projet d'un homme ou d'une femme, il faut arriver à le faire partager. L'identité aide beaucoup, c'est à dire des racines culturelles, enfin des choses comme cela, à la seule condition que ce soit une identité ouverte et pas une identité fermée. Et donc moi c'est cela mon « quadriptyque » : ambition, projet, identité, ouverture. Alors c'est un exemple peut être un peu rebattu, je ne sais pas si Jean-Luc tu étais de cette promotion là, mais un des voyages de vieille date qui m'a le plus impressionné, c'est celui qu'on avait fait au Pays basque espagnol. C'était quand même impressionnant de voir que ces gens, qui étaient vraiment au fond du trou - le Pays basque espagnol était ravagé, avec une industrie pire que la Lorraine, un taux de chômage de 40% etc. - ont su donner le coup de pied pour remonter et ils l'ont fait de manière totalement spectaculaire. Et pourquoi ? Et bien parce qu'il y avait ces quatre ingrédients : une ambition très forte, une identité très forte, évidemment, ils ont battu le rappel des basques un peu du monde entier, et une ouverture puisque les basques ont toujours été une diaspora et que, ils ont su aussi faire par exemple des choses très difficiles à imaginer chez nous : subventionner leurs industries locales pour

quelles aillent s'implanter en Pologne parce que la main d'œuvre était moins chère en Pologne, et que cela permettrait de rapatrier de la valeur ajoutée sur le Pays basque, en gardant au Pays basque les activités à plus haute valeur ajoutée... Il y a peu d'exemples de réussite de ce type, où il n'y ait pas une forme d'identité culturelle forte, mais ouverte à la base et je pense que, de ce point de vue là, l'Alsace devrait aussi avoir quelques atouts.

Deuxième aspect, évidemment, c'est l'attractivité. Mais moi j'insisterai beaucoup sur l'attractivité par rapport aux gens, aux hommes et aux femmes. Je pense que l'on change d'époque et le problème ce n'est plus seulement ou même plus avant tout d'attirer des entreprises, de leur dérouler le tapis rouge à coup de je ne sais quoi, d'exemptions... Bien sûr il faut des entreprises, mais je pense que les villes qui vont gagner sont des villes qui vont être capable d'attirer des talents, d'attirer des gens. D'autant que, c'est très frappant dans ce qu'on appelle l'économie de la connaissance, les gens ne vont pas aller là où les entreprises ont envie d'aller, mais les entreprises vont aller là où les gens ont envie d'aller... On voit déjà ce basculement et on le voit très bien. Aujourd'hui, pour parler de l'Île-de-France, le problème des entreprises en Île-de-France, c'est que les entreprises veulent venir en Île-de-France, mais les gens veulent se barrer de l'Île-de-France, parce qu'ils trouvent que les conditions de vie sont difficiles. Quand j'ai vu vos courbes d'immigration tout à l'heure, je suis admiratif, parce qu'en Île-de-France, dès que l'on a passé l'âge des études, le solde est négatif, et pas seulement pour les retraités. Et pourquoi ? Parce que les conditions de vie sont trop difficiles. Vous me direz, ce n'est peut-être pas très grave. Je pense que si. Il faut que l'Île-de-France soit puissante pour que la France gagne, c'est lié. Mais on ne gardera les entreprises, enfin les entreprises ne continueront à venir, que si les gens ont envie de rester. Et dans les entreprises high-tech c'est carrément le cas. Si vous n'avez pas un environnement attractif, faire venir des jeunes élites du monde entier... On a un problème par exemple dramatique, à mon avis, je ne sais pas si il est résolu à Strasbourg, mais qui est celui des conditions d'accueil des jeunes étudiants étrangers. Quand vous voyez comment les Etats-Unis font tourner leur économie et toute la partie amont/recherche... Allez sur les campus, vous verrez, il n'y a que des Chinois, des Indiens, des Européens. Bon, les jeunes américains, ils font du business, ils ne font plus de technologie. Et les américains sont leaders mondiaux en technologie, parce qu'ils arrivent à attirer les jeunes du monde entier, qui rêvent d'aller sur ces grands campus américains. Une des grandes différences avec nos campus à nous, enfin il y a deux grandes différences, la première c'est qu'ils sont très connus alors que les nôtres ne le sont pas. Et que pour avoir, moi, fait des processus d'importation d'étudiants chinois brillants, c'est quand même un choc de découvrir, que pour ces gens là, très éduqués, la France c'est quand même « camemberts et parfums », et qu'ils découvrent en arrivant, qu'on est aussi un pays de technologie. Donc on a un premier handicap d'image et un deuxième énorme handicap d'accueil, les conditions d'accueil... il n'y a pas de logements dans les campus etc. Je vais un petit peu vite.

Troisième aspect, je pense que, quand on est une métropole de taille moyenne, ce qui est le cas de Strasbourg, il faut certainement, et encore je ne veux pas donner de conseils, je ne suis pas légitime pour cela, je ne crois pas qu'il faille se spécialiser, mais il faut certainement se différencier. Ce n'est pas la même chose. On a une vision traditionnelle de la spécialisation, qui est de dire voilà... Les métropoles allemandes sont assez spécialisées, il y a un partage du travail, que l'on n'a pas du tout en France. Hambourg avec les médias... il y a une répartition du travail. En France cela ne marche pas comme ça, parce que l'on a Paris et le système urbain est tout à fait différent. En revanche, je pense qu'il faut absolument se différencier et se différencier de manière assez forte. Alors il y a la version un peu chic et choc de vouloir faire chacun son Guggenheim. Bon, je pense que le filon risque d'être un peu épuisé. Ce n'est pas cela que je veux dire, quoi que le Guggenheim, vous

savez, on a beaucoup exagéré l'effet Guggenheim à Bilbao. Le Guggenheim a été un élément d'une stratégie, et cela a marché parce que c'était un élément d'une stratégie de reconquête industrielle d'abord. A lui tout seul, cela n'aurait pas produit ce que ça a produit, cela aurait amené quelques touristes à Bilbao, qui n'était pas franchement une ville touristique, mais il n'aurait pas généré du développement.

Je termine de quelques mots sur les questions de gouvernance. J'avais noté trois points.

Le premier, il faut le dire clairement, il y a aujourd'hui, très souvent quand même, un décalage entre l'espace vécu des gens et la façon dont le monde politique se représente le territoire. C'est structurel. Un maire, il connaît son territoire, c'est légitime et c'est très bien. Les gens vivent dans un espace plus large. C'est ce que mon ami Jean VIARD appelle la démocratie du sommeil : les gens votent là où ils dorment, mais pas là où ils travaillent, pas dans leur espace de vie réel. Il faut en fait qu'il y ait aussi la représentation au niveau où fonctionnent vraiment les gens... Aujourd'hui il y a incontestablement, de mon point de vue, un décalage et parfois un peu un décalage croissant entre la façon dont est structuré l'espace institutionnel politique et l'espace vécu des gens.

Deuxièmement, et là je suis un peu provocateur, je pense qu'il faut se donner les moyens d'éviter une forme d'engourdissement. Comment dire, la démocratie de voisinage, plutôt que la démocratie de proximité, a besoin de contre poids, je dirai cela comme ça. C'est à dire que c'est très bien la démocratie de voisinage, mais cela crée des effets de club et il y a besoin de contre poids. J'avais été très frappé, j'avais travaillé avec Jean-Marc AYRAULT à Nantes, il appelait ça, il appelle ça, je ne sais pas si c'est toujours le cas, la « tentation de la pause ». On se dit à un moment donné, on est bien, on est bien chez nous, 'min vaterland alles schon awer ... Ja'. A un moment donné, la tentation est grande dans le petit club qu'on s'est constitué de se refermer sur son confort et il y a un certain nombre de mécanismes aujourd'hui, qui sont par ailleurs absolument légitimes et salutaires, d'expression de toutes les sensibilités, qui peuvent finir par être bloquantes. Et donc moi je n'ai pas de scrupules à dire que la démocratie de voisinage a aussi besoin de contre poids, sinon on va dans le « NIMBY » généralisé, voir le « BANANA », je ne sais pas si vous connaissez le « BANANA ». Le « NIMBY » c'est Not In My Back Yard (pas dans mon jardin). Le BANANA c'est Build Absolutely Nothing Anywhere Near Anyone (ne construisez absolument rien nul part à côté de quelqu'un). Moi je vis cela, je le dis très franchement, dans la zone de l'agglomération parisienne où je travaille, et je trouve cela par moment un peu terrifiant.

Dernier sujet, évidemment, il faut raisonner et travailler à la bonne échelle. Alors qu'est ce que c'est la bonne échelle ? Et bien c'est celle qui se situe haut dessus de celle que vous avez aujourd'hui. Pas vous en particulier, mais pour n'importe qui, la bonne échelle c'est toujours la suivante. On a toujours, et c'est normal, un temps de retard sur la bonne échelle. Je ne dis pas qu'il faut forcément faire l'institution à cette échelle là, je ne suis pas un maniaque de dire il faut absolument faire la CUS à l'échelle du Bas-Rhin, ou de l'Alsace, ce n'est pas le sujet. On peut avoir des constructions progressives, on peut fonctionner en réseau. Mais je pense qu'il faut raisonner à la bonne échelle et je vais vous dire franchement, quand j'ai vu vos documents, moi qui pratique un petit peu cette région, j'étais étonné de voir qu'Obernai, qui est quand même une banlieue de Strasbourg, Saverne, Haguenau... n'étaient pas dans le périmètre du SCOTERS. Ce n'est peut être pas un problème, mais quelque part, on voit bien que la bonne échelle aujourd'hui, c'est celle où vivent les gens, et en général, elle est plus grande que ce que l'on

imagine. Et j'ai eu la même expérience à Lyon où on a fait un SCoT de Lyon, puis tous de suite on a eu dix SCoT périphériques, il a fallu faire l'inter SCoT... Bon, c'était un peu de temps perdu quand même et pas mal de coûts de transaction. Et puis finalement, la bonne échelle aujourd'hui, ma conviction, je ne vais pas parler de Strasbourg, mais ce n'est pas même le Grand Lyon, c'est Lyon/Saint-Étienne/Grenoble.

Voilà, merci de votre patience, j'espère avoir amené quelques éléments à la discussion.